

revanche, toutefois, les régimes despotiques eux-mêmes doivent, pour survivre, conserver un délicat équilibre entre les forces sociales et ne peuvent impunément poursuivre des politiques qui ne suscitent pas quelque consensus parmi les élites, voire dans la rue. Ils auront peine à réaliser des visées impopulaires et risquent éventuellement la rébellion s'ils persistent. Plus paradoxal encore, il leur sera souvent impossible d'adopter une conduite perçue comme imposée de l'extérieur, ce qui est particulièrement le cas à la suite de sanctions décrétées par des pays étrangers : les concepts de peuple et de souveraineté sont toujours si bien ancrés dans la mentalité populaire que les citoyens d'un pays resteront fort mal disposés à l'endroit d'exigences d'institutions ou de gouvernements étrangers.

L'exemple des sanctions que la Société des Nations a imposées à l'Italie, en 1935, dans l'espoir de stopper l'invasion de l'Éthiopie prouve à quel point de telles mesures sont inaptes à persuader la population du pays cible d'obliger son gouvernement à se conformer aux normes internationales. Le patriotisme des Italiens et la capacité du régime fasciste à les intimider se sont révélés supérieurement puissants. Le gouvernement Carter, en frappant l'Union soviétique de sanctions en 1979 à la suite de l'invasion de l'Afghanistan, n'a pas connu de plus grand succès. Un haut fonctionnaire soviétique, V. Malkevitch, écrit alors que personne jusqu'ici n'avait réussi à influencer la politique intérieure ou étrangère de l'URSS par le chantage, la discrimination ou quelque diktat économique et que, si l'on en avait jamais obtenu quelque effet, ce dernier était à l'opposé du résultat attendu, puisque les tensions internationales poussent toujours les pays à durcir leur position.²⁹ Dans les sociétés plus libres que ne l'étaient l'Italie sous le régime fasciste et l'Union soviétique, le public en général est un maillon important de la chaîne qui relie les sanctions économiques et la formulation des politiques, mais l'on peut s'étonner que le président Bush ait entretenu quelque espoir que le peuple iraquien pût amener le gouvernement de Saddam Hussein à corriger sa conduite. Rien de ce que l'on savait généralement du tempérament de Saddam Hussein et de la mentalité du parti Baas ne portait à s'imaginer qu'ils fussent disposés à écouter les réclamations de la population. Le juge Webster lui-même s'est expressément dit d'avis que les sanctions économiques ne provoqueraient pas de révolte populaire :

Les services en Iraq sont gravement amputés en Iraq, qu'il s'agisse des soins médicaux ou de l'hygiène publique. La situation reste cependant, pour la population, plus facile à supporter qu'elle ne l'était durant les huit ans qu'a duré la guerre avec l'Iran, où le nombre élevé de victimes

²⁹ Voir Malkevitch, V., *East-West Economic Cooperation and Technological Exchange*, Moscou, Académie des Sciences, 1981, p. 14 (passage repris dans Falkenheim, Peggy L., *loc. cit.*).